



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Propositions concrètes des responsables religieux centrafricains en vue de la réconciliation des esprits

Bangui (Agence Fides) – Créer des écoles de paix, des instituts pilotes où faire étudier les enfants de toutes les religions, dans lesquels seraient bannis l'esprit de division et de haine. C'est l'une des propositions lancées par les responsables religieux de République centrafricaine lors de leur voyage en Europe et aux Etats-Unis afin de ramener la paix dans ce pays martyr, ayant sombré dans l'anarchie suite aux actions des anciens rebelles de la Seleka et des groupes antibalaka.

Selon les informations recueillies par l'Agence Fides, les trois représentants de la plateforme des religieux pour la paix – S.Exc. Mgr Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui, le pasteur Nicolas Grékoyamé-Gbangou, président des églises évangéliques et l'imam Oumar Kobine Layama, président de la communauté islamique centrafricaine – proposent en outre la constitution de centres sanitaires mixtes qui accueillent tous sans distinction de religion ou d'ethnie « parce que la guerre a fait des dommages terribles dans les esprits des personnes ».

Les responsables religieux soulignent que la première phase de la réconciliation nationale est celle de la justice. « Il faut mettre tous (les acteurs) autour d'une table, refuser l'impunité, inciter les citoyens à prendre leurs responsabilités, en restituant tout ce qui a été volé par exemple » affirme Mgr Nzapalainga.

Il faut donc trouver le moyen de recommencer à vivre ensemble dans un pays où une bonne partie de la population musulmane a été contrainte à la fuite après que les rebelles de la Seleka – en grande partie musulmans – aient été chassés par les milices antibalaka – souvent présentées comme chrétiennes même si la situation est un peu plus complexe (voir Fides 27/01/2014). « Cette crise n'est pas religieuse. Elle a été déclenchée par des bandits, des militaires et des hommes politiques » a réaffirmé l'imam Kobine qui est accueilli avec sa famille dans la résidence de Mgr Nzapalainga. L'Archevêque de Bangui, qui est également Président de la Caritas centrafricaine, a en outre lancé l'alarme à propos de la situation des musulmans qui résident encore en Centrafrique : « Leur vie est en danger. Il pourrait y avoir un génocide ».

Dans le pays, se trouvent au moins 600.000 évacués présents dans des camps, dans des églises et des mosquées. Selon des nouvelles parvenues à Fides, dans la seule capitale, Bangui, existent 59 sites qui accueillent des évacués. Caritas Internationalis a lancé un appel afin de recueillir 1,2 M€ pour garantir nourriture, accueil et assistance médicale à ceux qui sont dans le besoin. (L.M.) (Agence Fides 25/03/2014)